

re une convention commerciale semblable entre les Etats-Unis et le Canada. Il y eut plusieurs tentatives de renouvellement. La première fut faite par sir Alexander T. Galt, puis il en fut fait d'autres par sir John Rose, sir Francis Hincks et, en 1874, par l'honorable George Brown; et la dernière, mais non la moins importante, a été faite par un des géants de la politique en Canada, sir John Alexander Macdonald.

Mon honorable ami (M. Sproule), parlant de la campagne électorale de 1891, a dit que sir John Macdonald avait alors déclaré que, si le Canada lui confiait de nouveau le pouvoir, il serait prêt à entamer de nouvelles négociations à ce sujet avec les autorités américaines, et notamment avec M. Blaine, alors secrétaire d'Etat des Etats-Unis, afin d'obtenir le renouvellement du traité de 1854. Sur ce point, l'honorable député a raison, mais il a eu tort de dire que la politique de réciprocité a subi un échec à l'élection de 1891. Elle n'en a pas subi. La politique qui a été repoussée par les électeurs en 1891 était bien différente de celle du ministère actuel. Celle-ci est une politique de réciprocité mitigée.

M. SPROULE: N'est-ce pas là précisément ce que j'ai dit, à savoir que le parti libéral a fait appel au pays sur la question de la réciprocité absolue, et le parti conservateur sur un programme de réciprocité mitigée, et que le pays a choisi cette dernière politique?

L'hon. M. LEMIEUX: Oui, et maintenant qu'ils obtiennent ce qu'ils demandaient, nos adversaires ne sont pas satisfaits.

M. SPROULE: Nous en avons besoin dans ce temps-là, mais nous n'en avons pas besoin maintenant.

L'hon. M. LEMIEUX: Quelle fut l'attitude de sir John Macdonald en 1891? J'ai un souvenir très exact de ces événements, car je débutais alors en politique et j'adressai la parole à de nombreuses assemblées dans la province de Québec en faveur du programme du parti libéral. Je me rappelle très bien que de 18877 à 1891, le chef de l'opposition d'alors, qui est maintenant le chef de ce Gouvernement (sir Wilfrid Laurier), et sir Richard Cartwright, ministre de l'Industrie et du Commerce, et mon honorable ami le ministre de l'Agriculture (M. Fisher) présentèrent à cette Chambre résolution sur résolution en faveur de la réciprocité—non pas d'une réciprocité absolue, car le principe de celle-ci ne fut adopté qu'en 1891. Mais ils présentèrent résolution sur résolution en faveur d'une politique de réciprocité avec les Etats-Unis, de quelque forme ou nature qu'elle fût. D'année en année ces résolutions furent rejetées. Je ne dirai pas qu'elles ont été

M. LEMIEUX.

rejetées par la majorité servile du jour, mais elles ont été rejetées par les partisans de sir John Macdonald, depuis 1887 jusqu'à 1891. Quand, cependant, sir John Macdonald vit que la marée montait dans le pays et que son parti serait emporté par la vague de l'opinion publique en faveur de la réciprocité, il se hâta de dissoudre le Parlement, avant que le terme parlementaire fût expiré, et en appela au pays sur la question de la réciprocité. Mais les hommes d'Etat des Etats-Unis, et au premier rang feu James G. Blaine, prirent la précaution—pour quelle raison, je l'ignore—d'insister que le Canada exposât par écrit ce qu'il désirait. Cette même précaution n'a pas été prise cette fois entre M. Taft, président des Etats-Unis, et M. Fielding, le ministre des Finances du Canada. Aucune entente écrite n'a été exigée avant l'ouverture des négociations. Mais en ce temps-là, M. Blaine voulait savoir ce que ces messieurs du Canada proposeraient aux Etats-Unis; il voulait l'avoir en blanc et en noir, afin de savoir ce qu'on discuterait à Washington. Et lord Stanley, notre Gouverneur général de ce temps-là, écrivit au ministre des colonies, lord Knutsford, une série de questions qui seraient débattues entre les représentants canadiens et M. Blaine et les membres de l'exécutif américain. La première question qu'ils devaient discuter, d'après sir John Macdonald—car, bien que la lettre soit signée par Son Excellence le Gouverneur général, cependant dans ce pays, où nous avons le gouvernement responsable, le Gouverneur général ne parle que par son premier ministre et son cabinet—et cette lettre, contenant les paroles de sir John Macdonald—disait:

Le renouvellement du traité de réciprocité de 1854, avec les modifications nécessitées par les circonstances différentes dans les deux pays, et avec les extensions, par la commission, jugées conformes à l'intérêt et du Canada et des Etats-Unis.

Puis viennent quelques autres questions relatives aux pêcheries, à la frontière de l'Alaska, aux lois de cabotage, et autres matières. Et permettez-moi de dire en passant que cette politique de réciprocité absolue, que, pour ma part, je ne voudrais pas préconiser aujourd'hui—parce que j'ai vieilli et en vieillissant j'ai dû m'assagir,—sédusait tellement l'électorat du Dominion qu'il se divisa presque également aux bureaux de votation. Et rappelez-vous que nous, du parti libéral, avons perdu les services de notre illustre chef, l'honorable Edward Blake. Nous fûmes défaits, mais par une très faible majorité seulement. Après les élections de 1891, si je ne me trompe, la majorité du parti conservateur, siégeant alors à la droite de l'Orateur, n'était que de 19 ou 20, ayant fléchi de 50 ou 60 à ce chiffre.